Le nouveau réseau de proximité ou la « géographie abandonnée »

En 2019, dans le cadre de leur projet de géographie revisitée, Emmanuel Macron et Edouard Philippe avaient assuré que les services de l'État partiraient à la reconquête des territoires.

Le présent CTL, prouve que bien au contraire la Direction générale des Finances publiques voit son réseau territorial diminuer sous l'impact des suppressions d'emplois et de nombreuses trésoreries de proximité et autres restructurations.

Ainsi, M. le Directeur, vous êtes déjà comptable des fermetures des trésoreries de Jugon les Lacs, Moncontour, Pléneuf Val André, Callac et Tréguier ainsi que de la fusion des SPF et de ses conséquences.

Vous souhaitez pour autant continuer votre œuvre en 2022 et 2023 en fermant les 8 dernières trésoreries du département (Lanvollon, Merdrignac, Plancoët, Plestin les Grèves, Quintin, Broons et Paimpol) ainsi que le SIP/SIE de Paimpol, en fusionnant les trésoreries de St-Brieuc et en départementalisant la gestion hospitalière.

Par ailleurs, s'agissant de la méthode, le DG, M. Fournel promettait en son message du 6 juin 2019, une « concertation, large et approfondie » qui « permettra à chacun de s'approprier le schéma proposé et de le faire évoluer s'il y a lieu. Cette concertation sera menée par votre directrice ou directeur, dans un esprit d'ouverture, avec vous, avec vos cadres et avec les représentants du personnel. », « Les partenaires extérieurs de notre service public (au premier rang desquels figurent, dans chaque département, les élus et les responsables des administrations de l'État) seront consultés en parallèle sur ces projets. »

Là encore, force est de constater que l'inquiétude des agent-es est grande et que l'opposition d'élu-es est avérée. Nous vous demandons du reste de répondre aux motions des collègues du SPF-E et du CFP de Paimpol et d'appeler l'attention de M. Fournel quant à la lettre des élu-es qui lui a été remise le 25 juin dernier et restée sans réponse.

Nos organisations syndicales, depuis l'annonce de cette réforme aux multiples noms, « Géographie revisitée » ou « Nouveau réseau de proximité », se sont opposées à cette réorganisation d'ampleur qui touche aux structures de la DGFiP et remet en cause l'égalité d'accès à notre service public ainsi qu'à l'exercice des missions avec des répercussions en termes de conditions de travail, de droits et garanties des personnels.

Notre présence à ce CTL marque notre attachement à notre administration au regard des missions qu'elle assure et qui se sont confirmées dans la période de crise comme indispensables et essentielles au fonctionnement de l'État et plus largement de la société.

Monsieur le Directeur, nous ne partageons pas votre projet qui détruit massivement la proximité à laquelle nous sommes attachés, détruit le principe de services de plein exercice et introduit un service public low-cost au travers des espaces France Service.

Nos organisations syndicales, tant au niveau local que national revendiquent :
- le retrait pur et simple du Nouveau Réseau de Proximité qui reprend de plus belle
- l'arrêt des suppressions d'emplois, restructurations et fermetures de sites
- le maintien de toutes les missions ainsi que de l'ensemble des services avec l'attribution des moyens en personnels

En conséquence, nous voterons contre vos propositions.